

Depuis 2011, à l'image du secteur des télécoms, le groupe SFR essaye de compenser la guerre des tarifs par une baisse drastique des différents « coûts » dont ceux engendrés par la relation client. Pour **Sud**, il aurait été pourtant plus efficace de tailler dans les profits... surtout pour garder une qualité tant dans le réseau (et accélérer son évolution vers la 4G) que dans la relation client.

Mais tout ça c'était avant..

De 2011 à fin 2014, ce n'est pas moins de 2000 emplois qui ont été supprimés chez les sous-traitants en centre d'appel de cet opérateur ! Quant aux appels, à l'époque majoritairement pris en France, sont aujourd'hui principalement traités en offshore...

On pourrait croire que cela ne puisse pas être pire. Pourtant le rachat de SFR par Numericable annonce, pour le secteur, des lendemains difficiles. En effet, pour payer sa dette monumentale, le PDG de Numericable a besoin de cash, beaucoup de cash ! Le montant du remboursement annuel du crédit, pour avaler SFR, est de 600 millions. A cela il faut rajouter, les crédits pour Portugal Telecom, Virgin ou celui du dernier achat de Drahi, le cablo-opérateur américain Suddenlink... Au total, ce n'est pas moins de 33 milliards de dollars de dette pour le développement rapide de ce groupe.

Des économies aux détriments des salarié-es !

Les entreprises sous-traitantes en informatique ont plus que «morflé» avec des méthodes limites comme celle du refus de payer les factures et une baisse drastique des prix.

Les entreprises sous-traitantes en centre d'appel sont, quant à elles, ciblés par le patron de SFR. Après avoir fait pression pour faire baisser les coûts, il vient d'annoncer plusieurs décisions majeures :

- délocalisation de près de 1500 emplois du Maroc vers Madagascar soit 2/3 des emplois SFR dans ce pays. La raison ? Un employé marocain coûte environ 500 € par mois contre environ 200 € à Madagascar. Des entreprises, comme B2S et Arvato, sont principalement exposées puisque ce client représente une part importante dans leurs activités marocaines...
- délocalisation d'environ 400 emplois au Portugal dont le SMIC est juste en dessous des 600 €,
- large modification de la répartition du trafic des sous traitants. TP aurait trouvé une entreprise prête à casser les prix sur le Maroc (voire sur la France),
- baisse du nombre d'appels grâce à la digitalisation, la simplification des offres...

Tout cela va entraîner une réaction en chaîne et des graves problèmes pour l'emploi. Des sites entiers dépendent majoritairement, voire à 100%, de l'activité SFR : B2S Le Mans / Roanne, Teleperformance Toulouse / Lyon / Belfort /Le Mans, Sitel Troyes, Arvato Tulle / Douai / Saint Omer / Laxou et Poitiers.

A cela, il faut ajouter l'instabilité que pourrait provoquer la perte de plusieurs centaines d'emplois liés à SFR au Maroc pour Arvato, B2S ou encore Webhelp.

Pourtant :

- le syndicat des patrons des centres d'appel (SP2C) ne réagit pas ! Alors que le syndicat des sociétés d'informatique (Syntec) a, lui, réagi et a réussi à remettre SFR un peu dans le droit chemin. Est ce que le patron de B2S (patron aussi du SP2C) pense au secteur ou à ses affaires ? Il faut dire que B2S est l'un des principaux sous-traitants et surtout le seul qui évolue positivement en nombre d'emplois (avec SFR) depuis plusieurs années...

- le gouvernement reste muet.. alors que SFR négocie, en ce moment même, des fréquences indispensables pour son développement dans la 4G. Pourquoi ne pas lui imposer la sécurisation des emplois en échange des fréquences radio permettant le fonctionnement du téléphone mobile ?

Encore une fois nous ne pouvons compter que sur nous mêmes !

Nous ne pouvons plus attendre sans rien dire... D'ici fin juin, SFR aura averti l'ensemble des entreprises sous-traitantes de son plan de marche et surtout de l'avenir de nos emplois. Pour **Sud**, il est essentiel d'agir toutes et tous ensemble pour dire STOP. Nous ne subissons pas les lubies de Drahi et de ses camarades millionnaires sans rien dire et faire.

Nous proposons donc, avec notamment l'UGTT en Tunisie (Union Générale Tunisienne du Travail) mais aussi des syndicats au Maroc, de débrayer massivement le 11 Juin de 14H à 15H. Cet appel concerne l'ensemble des travailleurs et travailleuses du groupe SFR mais aussi les sous-traitants qu'ils soient en France ou au Maghreb.

Suds'adresse aussi à tous les syndicats français pour que ce débrayage soit une vraie réussite car c'est dans l'unité que nous pouvons avancer. La CGT a décidé, elle aussi, d'appeler à cette journée. Nous proposons, d'autre part, à tous les syndicats de mener une campagne contre le massacre de nos emplois :

- en diffusant massivement un tract devant les boutiques SFR afin d'aller à la rencontre des consommateur-trices,
- en lançant une pétition massive pour la sauvegarde de nos emplois !

Toutes et tous ensemble le 11 juin pour dire que nous ne sommes pas des kleenex !

Pour prendre contact avec

SUD - 25/27 rue des envierges - 75020 - Paris Tél : 01 44 62 12 23 -

Nom / Prénom :

Téléphone :

Mail :